

Abdallah Baali, ambassadeur d'Algérie à Washington dans un entretien à *Algérie News* «L'Algérie a plus à offrir et à partager avec les Etats-Unis que la seule coopération antiterroriste»

Abdallah Baali connaît parfaitement les Etats-Unis. C'est sans doute la raison qui a poussé Abdelaziz Bouteflika à le nommer ambassadeur d'Algérie à Washington. Après neuf ans passés à New York en tant que représentant permanent auprès des Nations-unies, le voici chargé d'une mission on ne peut plus importante dans la capitale fédérale américaine. En poste depuis novembre 2008,

il a présenté ses lettres de créances à George W. Bush le 3 décembre de la même année, ce qui lui a permis d'assister à la cérémonie d'investiture de Barack Obama le 20 janvier 2009.

Dans cet entretien, il évoque les défis de sa mission d'ambassadeur et les moyens qui lui semblent à portée de main pour renforcer la concertation et la compréhension entre l'Algérie et les Etats-Unis.

Entretien réalisé par
Mohamed Khaled Drareni

Algérie News : M. Baali, vous êtes ambassadeur d'Algérie à Washington depuis plus de trois mois. Cependant, vous connaissez assez bien les Etats-Unis en raison de votre mandat précédent aux Nations unies. Partant de votre expérience, quelle lecture peut-on faire aujourd'hui de la relation algéro-américaine ?

Abdallah Baali : La relation algéro-américaine s'est beaucoup renforcée au cours des dernières années et le Président de la République y est certainement pour beaucoup, mais il est évident, au regard des potentialités qui existent, qu'elle n'est pas encore au niveau souhaité. Ma mission consiste donc à aider à construire une relation économique encore plus forte, à consolider et élargir le champ de la concertation politique et sécuritaire entre les deux pays et à faire mieux connaître l'Algérie qui demeure très largement méconnue aux Etats-Unis. L'Algérie dispose d'un atout majeur qu'il importe de mettre en exergue et le contexte s'y prête plutôt bien.

Les deux mandats de George W. Bush ont semblé avoir eu comme priorité la coopération sécuritaire et la lutte antiterroriste. Pensez-vous que cette coopération restera prioritaire avec le nouveau président Barack Obama ?

Il va de soi que la coopération sécuritaire et la lutte antiterroriste continueront d'être une priorité majeure pour la nouvelle administration américaine même si les Etats-Unis sont également très préoccupés par les multiples conséquences y compris sur le plan sécuritaire de la crise économique.

Ceci étant, l'Algérie a plus à offrir et à partager que la seule coopération antiterroriste. Notre pays est un pays

qui compte sur les plans politique, diplomatique et stratégique. C'est une puissance majeure sur le continent africain où elle contribue activement au règlement des conflits, un acteur écouté et respecté en Méditerranée, dans le monde arabe et sur la scène internationale. Les Etats-Unis et l'Algérie ont donc tout à gagner d'une relation plus étroite et plus forte fondée sur le respect mutuel.

L'Algérie a repoussé l'invitation américaine à voir notre pays participer au dispositif de l'Africom. Comment l'Administration Obama et l'industrie politique à Washington plus généralement perçoivent ce refus ?

En ce qui concerne l'Africom, l'Algérie a eu l'occasion de faire part à la partie américaine de son point de vue qui n'est pas différent de celui

Au règlement du problème du Moyen-Orient et à nommer comme envoyé spécial un négociateur chevronné et respecté. Il s'agit là d'une approche dont nous ne pouvons que nous féliciter.

S'agissant du Maghreb, la rencontre que vient d'avoir la Secrétaire d'Etat américaine avec les ministres des Affaires étrangères maghrébines témoigne de l'intérêt particulier que la nouvelle administration entend porter à notre région.

Quels seront selon vous les marqueurs importants de l'évolution de la relation algéro-américaine ?

Au cours des dernières années, la relation algéro-américaine s'est caractérisée par une plus grande concertation politique, par un approfondissement de la coopération sécuritaire, une contribution grandissante de notre pays à la sécurité

«Ma mission consiste à aider à construire une relation économique encore plus forte (...) et à faire mieux connaître l'Algérie qui demeure très largement méconnue aux Etats-Unis.»

des autres pays africains et les Etats-Unis respectent notre position.

Barack Obama s'est exprimé sur l'Afrique ainsi que sur le Moyen-Orient. En revanche, il est resté discret sur le Maghreb même si l'on sait que la sous-région fait partie du continuum Moyen-Orient-Proche-Orient aux yeux des Etats-Unis, quel regard porte la diplomatie américaine sur ces relations avec le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et la Mauritanie ?

Le Président Obama a annoncé, dans son discours d'investiture, qu'il était désireux d'établir une relation respectueuse avec le monde musulman et a été prompt, dès le lendemain de son investiture, à s'atteler

énergétique des Etats-Unis et un accroissement subsequent du volume des échanges qui a atteint en 2008 la barre des 22 milliards de dollars faisant de notre pays le 2e partenaire économique des Etats-Unis en Afrique et dans le monde arabe.

Depuis quelques années, des efforts sont entrepris pour rapprocher les communautés d'affaires des deux pays. Où en est-on dans la relation économique et quand, selon vous, pourra-t-on prétendre à un partenariat économique sérieux au-delà de la relation énergétique ?

Notre objectif est de parvenir à une diversification aussi large que possible de nos échanges qui ne doivent pas se limiter aux seules hydrocarbures.





Abdallah Baali en décembre dernier avec des représentants de la communauté algérienne établie aux Etats-Unis

La visite d'une forte délégation d'hommes d'affaires américains en Algérie, durant la dernière semaine de février, participe de notre volonté d'explorer de nouveaux créneaux de coopération et de partenariat.

Ce qu'il faut relever c'est que le secteur des hydrocarbures était représenté par cinq ou six compagnies seulement, et que, malgré la très grave crise économique que connaissent les Etats-Unis, un nombre élevé de patrons d'entreprise s'est rendu en Algérie où des discussions prometteuses et, dans certains cas, fructueuses, ont pu avoir lieu avec des opérateurs algériens publics et privés. Oui, pour me résumer, il est possible de prétendre à un partenariat économique sérieux qui Aille au-delà de la relation énergétique.

Parmi vos engagements, figure l'intérêt que vous voulez porter à la diaspora algérienne établie aux Etats-Unis. Comment comptez-vous agir en ce sens ?

Je porte un grand intérêt à notre communauté algérienne aux Etats-Unis d'abord parce que c'est le devoir de l'Ambassade d'offrir à nos compatriotes des prestations consulaires de qualité, ensuite parce que nous disposons de beaucoup de talents dans ce pays qui sont prêts, pour autant que nous les encourageons et les soutenions, à apporter leur contribution au redressement de notre pays à travers des actions concrètes et ciblées. Je suis en train de me rapprocher de notre communauté et d'aller à sa rencontre dans différentes régions des

Je dois dire que je suis très satisfait de ce que j'ai pu entendre et voir, et notamment en ce qui concerne l'extraordinaire disponibilité de nos compétences à apporter leur contribution

«Nous oeuvrons à la finalisation de l'accord Open Skies qui ouvrira la voie à la création d'une ligne aérienne directe entre Alger et New York.»

à l'édification de notre pays, et quand je parle de compétences, je voudrais, par exemple, me référer à un inventeur qui travaille comme chercheur dans un grand laboratoire de recherche à Silicon Valley et qui détient 180 brevets d'invention.

Avez-vous des précisions à nous donner sur le nombre d'Algériens encore détenus dans la prison de Guantanamo ?

Nous nous préoccuons de la situation de tous nos ressortissants, en particulier ceux qui sont en détention parce qu'ils ont droit à notre protection et c'est sans doute le cas de ceux qui se trouvent encore à Guantanamo.

Quels sont les changements que vous avez entrepris au niveau de l'ambassade d'Algérie depuis votre prise de fonctions en novembre 2008 ?

Il est essentiel que nous travaillions de manière moderne, efficace et transparente et avec la célérité nécessaire, et de ce point de vue, l'utilisation du web site qui est également la vitrine de l'ambassade, l'intranet et l'usage du

vertes (cartes de résidence) et qu'elle se montre, à juste titre, exigeante. Nos compatriotes sont demandeurs de prestations consulaires accrues, d'activités culturelles pour le moment inexistantes et que nous allons donc nous employer à organiser de manière ordonnée en collaboration avec notre ministère de la Culture et les différentes associations algéroaméricaines, ainsi que de meilleures conditions de circulation entre les deux pays, et de ce point de vue, nous oeuvrons à la fois à la finalisation de l'accord Open Skies qui ouvrira la voie à la création d'une ligne directe entre Alger et New York, et à l'amélioration des conditions d'octroi des visas. Nous avons en somme des défis multiples à relever et je suis confiant qu'avec de la bonne volonté, nous saurons le faire.

Le Département d'Etat des Etats-Unis a récemment publié son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le monde. L'Algérie y est fortement critiquée, ne pensez-vous pas que cela risque d'altérer les relations entre les deux pays avec l'arrivée de la nouvelle administration américaine ?

J'ai été surpris par le tapage médiatique fait en Algérie autour du rapport du Département d'Etat sur les droits de l'homme dans le monde. J'ai été d'autant plus surpris que ce rapport, le dernier de l'administration Bush, réserve un traitement plutôt favorable, en tout cas, beaucoup plus favorable à l'Algérie qu'à ses voisins immédiats qui sont sévèrement critiqués.

L'Algérie ne figure, Dieu merci, ni dans la longue liste des Etats qui violent le plus les droits de l'homme et où sont mentionnés plusieurs pays arabes ni celle où la situation des droits de l'homme s'est dégradée au cours de l'année écoulée. Ceci étant, c'est un rapport qui dénonce la violation des droits de l'homme partout dans le monde y compris dans des pays qui se prétendent respectueux de ces droits, sans pour autant susciter le même intérêt médiatique que nous avons observé en Algérie.

Ce rapport, il faut le prendre comme il est, sans lui accorder plus d'importance qu'il n'en mérite.

M. K. D.

«Je trouve que le dernier rapport du Département d'Etat sur les droits de l'homme réserve un traitement plutôt favorable, en tout cas, beaucoup plus favorable à l'Algérie qu'à ses voisins immédiats qui sont sévèrement critiqués.»

Etats-Unis pour engager avec elle un dialogue responsable et fécond sur la manière de prendre en charge ses préoccupations, ses attentes et ses griefs qui sont souvent légitimes et pour la sensibiliser sur la façon dont elle peut rendre service à notre pays.

courrier sont absolument indispensables au bon fonctionnement de nos services d'autant que la communauté algérienne (nous avons 13 244 immatriculés) est en train de s'accroître de manière rapide en raison de l'afflux, chaque année, de centaines d'acquéreurs de cartes